

Numéro double

Dis-juiféme année N°776 vendredi 14 juin 2024 - 8 DH - Directeur de la publication: Abdelhak Chankou

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

le Canard Libéré

Jordan Bardella, président du Rassemblement national.

Le RN de Bardella à deux doigts du pouvoir en France

Ça va barder...

P12



Football

Les enfants gâtés de Regragui

P10

Mohamed Sadiki.

Flambée des prix du mouton

Mohamed Sadiki LE BOUC-ÉMISSAIRE

P11

Confus DE CANARD

Écoles privées... de tout droit de regard

P3

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Hakim Ziyech

"On ne vire pas Ziyech du match"

P14

AÏD EL KÉBIR : A CHACUN SON MOUTON...

C'EST QUOI ÇA?

C'EST LE MOUTON LE MOINS AGRESSIF QUE J'AI TROUVÉ...

ZAG

Génocide palestinien

Un Gantanamo-rt chez les sionistes

P16

**POUR TOUT NOUVEL
ABONNEMENT MOBILE**



JUSQU'À
5Go
OFFERTS
PAR MOIS

PENDANT
3
MOIS



Offre réservée aux clients particuliers. Volume supplémentaire de 1 jusqu'à 5Go sur les forfaits suivants :
11H + 2Go / 13Go + 4H / 15Go + 5H / 14H + 14Go / 22H + 12Go / 30H + 30Go

Valable jusqu'au 31 août 2024



Confus de **CANARD**



Écoles privées... de tout droit de regard

Suite à la scandaleuse hausse des frais de scolarité oscillant entre 200 et 300 DH par mois, annoncée récemment par des établissements d'enseignement privé, qui a fait l'objet d'une question au Parlement, Chakib Benmoussa s'en est sorti en bottant en touche. Argument dégainé par le ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports ? la liberté des prix qu'il considère comme la garantie des prestations offertes et de leur qualité! C'est le même propos que le ministre avait tenu en mai 2022 devant les députés au sujet des tarifs astronomiques et souvent injustifiés pratiqués par de nombreuses écoles payantes. Dans sa réponse, Benmoussa avait excipé de la Loi 06.00 formant statut de l'enseignement privé qui ne permet pas à son département d'intervenir pour fixer le montant des frais de scolarité qui obéissent, selon lui, à la loi de la concurrence. La concurrence ! Le mot est lâché. Autrement dit, il en va de l'éducation qui représente le pilier essentiel d'une nation et son véritable capital comme du commerce des cacahuètes ou du souk à moutons !

Pour un ministre crédité d'un certain nombre de qualités et qui a piloté le chantier du nouveau modèle de développement, son explication est pour le moins troublante car non assortie d'une résolution de bon sens qu'il aurait dû annoncer dans la foulée : la révision de la loi qui empêche son ministère de réguler le « marché » de l'éducation. Sachant que cette loi sur mesure n'est pas sacrée, inspirée certainement, telle qu'elle a été adoptée, par le lobby des écoles privées qui tenait à vendre son produit au prix qu'il veut loin de tout interventionnisme de l'État. Circulez, il n'y a rien à voir ou plutôt à revoir, semble rétorquer M. Benmoussa alors qu'il est censé plaider devant les députés, dont certains ont au demeurant des intérêts dans le secteur, la cause des parents tout en défendant un droit de regard public sur le montant des frais de scolarité, histoire de corriger les aberrations de ses prédécesseurs.

En se cachant derrière une loi scandaleuse pour justifier l'inertie de son département, M. Benmoussa cautionne non seulement la politique de l'« ensaïgement » des Marocains mais encourage les commerçants des cours de récré à tondre les familles comme bon leur semble. Ces dernières ont beau protester en criant à la cherté excessive des frais de scolarité qui augmentent d'année en année en grevant dans des proportions anormales leur pouvoir d'achat, personne n'entend leur revendication juste de revenir à des prix raisonnables. Abandonnées par les pouvoirs publics, elles se sentent seules, désemparées et leur colère légitime finit par se muer en résignation.

Aux frais de scolarité abusifs s'ajoutent les prix élevés des manuels et fournitures scolaires ainsi que d'autres charges annexes en relation avec le transport scolaire, la cantine et les activités extrascolaires. Cette très chère éducation des enfants grève surtout au-delà du raisonnable les budgets des familles dont les revenus sont limités. Livrer ces dernières, qui ont le sentiment d'être tondues comme des moutons, à la rapacité des patrons des enseignes privées sous couvert de la liberté des prix est un argument difficilement défendable compte tenu du rôle social de l'activité éducative. La logique même de la marchandisation

de celle-ci, qui s'est imposée comme allant de soi, commande de la part des responsables un minimum de régulation du système pour en garantir un fonctionnement correct et éviter qu'il ne déraile. Au vu du niveau des tarifs pratiqués notamment par des missions étrangères comme la française et la belge mais aussi par des enseignes locales, il est clair que la machine a bel et bien déraillé faute justement de cette nécessaire régulation. Non, M. Benmoussa, il est du devoir du gouvernement d'amender la loi 06.00 pour instaurer une nomenclature des services éducatifs par catégories d'établissements avec des prix en fonction d'un certain nombre de critères : la qualité de la formation, le niveau de compétence et d'intéressement du personnel enseignant et son statut (avec contrat ou vacataire). L'existence d'un matériel didactique performant et la qualité des infrastructures pédagogiques et

autres aires sportives sont aussi des facteurs discriminants dans la détermination des frais de scolarité. Le coût du produit éducatif pour les parents doit découler de cette catégorisation préalable, porteuse d'une certaine exigence, surtout que le caractère payant des études n'est pas toujours synonyme de qualité. Et c'est au gouvernement, à travers le ministère de tutelle, de veiller au respect de ces normes par un travail de contrôle rigoureux.

Profitant de la crise chronique qui frappe le système éducatif public et de la paresse chronique du département de l'Éducation nationale, bien des écoles privées ne vendent au prix fort que l'illusion de la performance.

Profitant de la crise chronique qui frappe le système éducatif public et de la paresse chronique du département de l'Éducation nationale, bien des écoles privées ne vendent au prix fort que l'illusion de la performance.

Ce n'est pas normal en effet que des écoles libérées de tout (hors contrats enseignants et sans cour de récréation ni le moindre espace de sport) y compris de cours dignes de ce nom pratiquent des prix anormalement élevés sans que l'autorité de tutelle n'intervienne pour jouer son rôle de régulateur et de protecteur des familles contre la voracité des promoteurs de l'enseignement privé. Il s'agit à cet effet moins de plafonner les frais de scolarité que de mettre en place des standards éducatifs clairs dans un esprit d'harmonisation. En l'absence de ces normes, les parents choisissent les établissements en fonction de leur notoriété ou de la réclame dont ils font l'objet, ce qui ne renseigne en rien sur la réalité de leur qualité pédagogique.

Entre une école publique en crise et un enseignement privé onéreux, les Marocains sont livrés à eux-mêmes. Désorientés. Mal informés. L'enseignement privé, qui prospère au-delà du raisonnable sur la destruction de l'école publique, restera ce filon juteux tant que les pouvoirs publics n'auront pas abandonné leur passivité. Un exercice plus que malsain. Un acte de démission qui aggrave les dysfonctionnements du secteur et les inégalités devant l'école tout en continuant à favoriser la tonte des parents d'élèves. Vous avez dit l'Etat social? ▸

Abdellah Chankou
Directeur de la publication





Côté BASSE-COUR



Beurgois
GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (46)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre M comme Maroc ou comme Maghreb ? That's the question comme disait ce vieux cheikh arabe immigré à Londres, le cheikh Sbire Abou Hamlitte, plus connu en occident sous le nom de Shakespeare père d'Hamlet.

Les auteurs de ces lignes font partie de ces nombreuses personnes qui s'agacent d'entendre le Maghreb se faire traiter de « Maroc » par les Français, de « Marrocos » par les Portugais, de « Marruecos » par les Espagnols, de « Marocko » par les Suédois, de « Morocco » par les Anglais et les Yankees, par « Marokko » les Chleuhs allemands, les Norvégiens et les Hollandais et même de « Marrakech » par les Iraniens... Le nom arabe Maghreb (المغرب) signifie « le couchant ». Pour les références historiques, les historiens et les géographes arabes médiévaux ont désigné par Maghreb une aire géographique plus large, et ont évoqué le Maroc sous le terme Maghreb A9sa (المغرب الأقصى), qui signifie « l'Occident le plus lointain » pour le distinguer de régions historiques voisines appelées Maghreb Awssate (en arabe : المغرب الأوسط, ce qui signifie « le Moyen-Médian ») et Maghreb Adna (المغرب الأدنى, qui signifie « l'Occident le plus proche »). Le mot « fran-



Hercule - Héraclès - en train de réaliser son 11ème travail auquel il était condamné : « ramasser les pommes d'or dans les jardins des Hespérides ». Les Hespérides sont 3 nymphes, filles d'Atlas et d'Hespéris qui résident dans un verger fabuleux situé au Couchant (Maghreb) à la limite occidentale du monde. Les pommes d'or étaient en fait des oranges !

çais » Maroc est une dérivée seconde, comme disent les matheux, de Marrakech, lui-même est une dérivée primaire de l'expression berbère « Amur n Yakuš », où amur a pour significations « part, lot, promesse, protection » et Yakuš (et ses variantes Yuš et Akuš) signifie « Dieu ». Les prononciations portugaise et espagnole, dérivent également de Marrakech, ainsi que les appellations du pays dans plusieurs autres langues indo-européennes.

Les Turcs appellent le Maroc, « Fasse », qui vient du nom de l'ancienne capitale du Maghreb sous les dynasties mérinides, wattassides et alaouites (avant le protectorat français en 1912). Dans l'Antiquité, les Grecs appelaient les habitants de la région les Maurusiens.

À partir de cette appellation, la région composée du Maghreb et de l'Algérie occidentale fut connue sous le nom de Maurétanie (à ne pas confondre avec l'actuelle Mauritanie). La région fut par la suite divisée en deux provinces par les Romains : la Maurétanie tingitane, avec Volubilis pour capitale (ancienne cité berbère d'Oulil), et la Maurétanie césarienne, avec Cesarea (Cherchell) pour capitale (centre - ouest de l'actuelle Algérie). Le Maghreb était le pays où les Grecs anciens situaient le mythique jardin des Hespérides.

Ensuite, le Maghreb prendra le nom de « royaume de Marrakech » sous les trois dynasties qui avaient fait de cette ville leur capitale, puis sous le nom de « royaume de Fès », sous les dynasties qui résidaient à Fès. Au 19ème siècle, les cartographes européens mentionnaient toujours un « royaume du Maroc », en indiquant l'ancienne capitale « Maroc » (dérivée seconde de pour Marrakech). Sous l'actuelle dynastie des Alaouites, le pays est passé de l'appellation de « Empire chérifien » à celle de « royaume du Maroc » en 1957. De même, le sultan Mohammed Ben Youssef deviendra le roi Mohammed V. (À suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Dossier hydrique

Le Prince Moulay El Hassan lance l'unité de dessalement de Casablanca



SAR le prince Moulay El Hassan donnant le coup d'envoi au projet de dessalement.

Le prince héritier Moulay El Hassan a procédé, lundi 10 juin à la commune Lamharza Essahel (province d'El Jadida) au lancement des travaux de construction de la station de dessalement de l'eau de mer de Casablanca par osmose inverse. Il s'agit de la plus grande unité du genre en Afrique, à terme, une capacité annuelle de production de 300 millions de m³ qui bénéficiera à une population estimée à 7,5 millions de personnes. Investissement global de 6,5 milliards de dirhams, fruit d'un partenariat public-privé, ce projet s'inscrit dans le cadre de l'intérêt qu'accorde le roi Mohammed VI à la question hydrique, particulièrement dans le contexte actuel marqué par un déficit pluviométrique notable et une très forte pression sur les ressources en eau conventionnelles dans les différentes régions du Royaume. La future station, qui permettra de répondre à la demande croissante en eau du Grand Casablanca, des villes de Settat, de Berrechid et de Bir Jdid et des régions avoisinantes, sera réalisée en deux tranches sur un terrain de 50 hectares. Lors de la première tranche, dont la mise en service est prévue fin 2026, la station doit atteindre une capacité de 548.000 m³ d'eau traitée par jour (200 millions de m³ par an), extensible, dans une deuxième phase (prévue pour la mi-2028) à 822.000 m³ par jour, soit 100 millions de m³ supplémentaires par an, dont 50 millions à usage agricole.



Communiqué de presse

Dans le cadre de son accompagnement permanent au secteur agricole et aux différentes filières de production, le Crédit Agricole du Maroc a organisé, jeudi 13 juin courant, un séminaire d'échange autour de la réglementation des activités relatives à l'usage licite du cannabis.

Cet événement, auquel ont été conviés l'Agence Nationale de Réglementation des Activités relatives au Cannabis (ANRAC) et plusieurs opérateurs de l'écosystème de valorisation du cannabis, a permis d'enrichir les débats sur cette question et a été l'occasion d'échanger autour des différents aspects liés à la réglementation régissant cette activité ainsi que l'accompagnement financier proposé par la Banque pour les différents acteurs de la filière.

Il a permis de mettre en exergue l'impact positif de la réglementation sur les revenus des agriculteurs et les opportunités que cela présente en termes de création de valeur ajoutée pour les provinces concernées par cette culture.

L'ANRAC a ainsi exposé les principales dispositions réglementaires et procédurales concernant la filière du cannabis, sur les différents usages légaux du cannabis au Maroc et sur les missions de l'Agence en matière de réglementation, d'accompagnement des agriculteurs et des opérateurs et de développement et promotion de cette filière.

Le CAM a affirmé sa volonté d'accompagner les investissements de valorisation dans les zones autorisées à cultiver, produire et exploiter le cannabis et ce à travers l'ensemble de ses structures (Banque et filiales) et la mobilisation de son réseau de distribution dans les régions concernées pour, d'une part, appuyer le déploiement de cet ambitieux projet de mise en valeur régionale et accompagner les opérateurs dans la réalisation de leurs projets d'investissements et d'autre part, promouvoir l'inclusion financière des populations de ces zones.

M. Fikrat, Président du Directoire du CAM a déclaré « nous sommes fiers de pouvoir accompagner ce projet structurant pour les régions connues pour la culture du cannabis. Nous mettons notre expertise financière et technique dans le domaine agricole au service de ce projet national impactant qu'est le développement d'une filière créatrice de valeur aussi bien pour les agriculteurs et les opérateurs concernés que pour les zones de culture qui connaîtront, sans nul doute, une refonte de leur modèle économique et un développement socioéconomique de leurs territoires. Ceci s'inscrit en droite ligne avec notre ambition de développer davantage notre engagement citoyen à travers ce genre d'initiatives au service de nos partenaires du secteur agricole et rural »



Côté **BASSE-COUR**



FÊTE DU SACRIFICE : IL FAUT SE SAIGNER AUX QUATRE VEINES POUR S'OFFRIR UN MOUTON QUI TAPE À L'ŒIL

LE PAUVRE A FAIT UN LONG VOYAGE, IL A BESOIN DE GONFLAGE



Contenus illicites sur Internet

E-Blagh entre en service



Les caloporteurs de contenus illicites n'ont qu'à bien se tenir...

Les comportements ou contenus illicites sur Internet peuvent désormais être dénoncés à la police, grâce à «E-Blagh», la nouvelle plateforme en ligne conçue et développée par la DGSN. Accessible depuis l'intérieur et l'extérieur du Maroc via tous les navigateurs et applications Internet sur appareils fixes et mobiles, ce dispositif, récemment mis en service, vise selon ses promoteurs à renforcer la sécurité numérique. Internet est devenu le lieu par excellence de diffusion et d'exacerbation des contenus illicites dont l'impact négatif est ravageur surtout sur les enfants. « Iblagh » est une plateforme numérique interactive de lutte contre ces dérives préjudiciables sur tous les plans. Cet outil permet justement aux utilisateurs d'Internet et des réseaux sociaux de signaler rapidement et en toute sécurité, lors d'une navigation en ligne, tout contenu numérique criminel et violent, ou incitant à porter atteinte à la sécurité des individus et des groupes, ou faisant l'apologie du terrorisme et incitant à celui-ci, ou portant atteinte aux droits et libertés des enfants mineurs et autres, indique un communiqué de la DGSN. Tout citoyen, témoin d'un acte malveillant, a la possibilité. D'accéder à la plateforme www.e-blagh.ma et le dénoncer. Une fois cette démarche accomplie en toute sécurité, «les éléments de la police technique mènent les expertises et les diagnostics nécessaires au sujet des suspects impliqués dans les crimes éventuels et les soumettent à la police judiciaire compétente territorialement, en vue d'aviser le parquet et solliciter son instruction à propos des enquêtes effectuées», explique un communiqué de la DGSN. L'annonce de cette nouvelle plateforme avait été faite jeudi 16 mai, en marge de la cérémonie d'ouverture de la 5ème édition des Journées portes ouvertes de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), coïncidant avec la célébration du 68ème anniversaire de la création de la DGSN.

Mobilité électrique

Gotion High-Tech s'installe à Kenitra



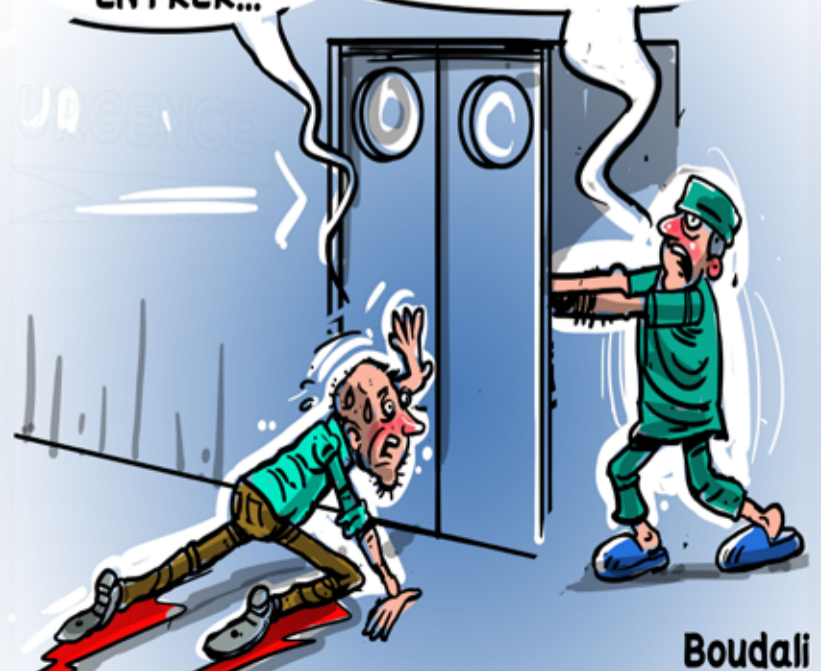
Poignée de main entre Aziz Akhannouch et le dirigeant de Gotion High-Tech, un partenariat win-win.

Le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a présidé jeudi 6 juin à Rabat la cérémonie de signature de la convention d'investissement entre le groupe chinois Gotion High-Tech et l'État marocain. Le géant chinois a décidé de faire de Kenitra le lieu d'implantation de sa première gigafactory de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Enveloppe de l'investissement : quelque 12,8 milliards de DH. Ce mégaprojet, dont l'entrée en service est prévue en 2026, est conçu pour favoriser la création de 17.000 emplois directs, indirects et induits. Cet investissement d'envergure, qui porte sur la réalisation d'un écosystème industriel complet de fabrication de batteries électriques est de nature à renforcer le leadership du Maroc dans l'industrie automobile et la transition énergétique.

Pour cette première gigafactory, l'État marocain s'appuie sur l'opérateur sino-européen, qui compte parmi ses actionnaires de référence le constructeur allemand Volkswagen, pour développer un projet intégré de production de batteries pour véhicules électriques d'une capacité de 20 gigawattheures (GWh). Gotion High-Tech n'en est pas à son premier investissement. A son actif, plusieurs sites en Europe, aux États-Unis et en Asie lancés au cours de ces deux dernières années. Objectif : répondre à la demande mondiale grandissante dans le secteur de la mobilité électrique et accompagner les besoins des pays inscrits dans cette dynamique verte et vertueuse.

GRÈVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

LAISSEZ-MOI ENTRER... NOUS SOMMES EN GRÈVE, REVENEZ PLUS TARD



Boudali



Côté **BASSE-COUR**



BENKIRANE APPELLE À LA DISSOLUTION DU PAM QU'IL ACCUSE DE PROMOUVOIR LA DÉPRAVATION



Crédit du Maroc Holmarcom rachète les parts restantes du Crédit Agricole France

Le groupe Holmarcom, via Holmarcom Finance Company, a annoncé vendredi 7 juin avoir finalisé l'acquisition de la seconde tranche de la participation détenue par Crédit agricole S.A. (France) dans Crédit du Maroc, portant sur 15% du capital et des droits de vote de la banque. La transaction portant sur cette seconde tranche intervient, comme prévu, 18 mois après la réalisation de la cession de la première tranche de 63,7% du capital de Crédit du Maroc, en décembre 2022. Le groupe Holmarcom détient désormais 78,7% du capital de la banque (65,9% par Holmarcom Finance Company et 12,8% par AtlantaSanad). Le plan de transition s'est déroulé conformément aux engagements pris par les deux parties, ce qui a donné lieu à l'autonomisation complète de Crédit du Maroc, tant au niveau de ses activités qu'au niveau de son fonctionnement opérationnel et du système d'information, a indiqué un communiqué conjoint. «Dès la prise de contrôle de la banque, nous avons démarré le déploiement de notre vision stratégique qui a pour ambition de faire de Crédit du Maroc un opérateur financier moderne, innovant et engagé au service des citoyens et des entreprises nationales, pour un développement durable et responsable», a indiqué le groupe Holmarcom dans son communiqué, citant son PDG Mohamed Hassan Bensalah.



Mohamed Hassan Bensalah,
PDG du groupe Holmarcom.

Aérien La RAM renoue avec le Brésil

Royal Air Maroc (RAM) a annoncé sa volonté de relancer la ligne aérienne directe Casablanca – Sao Paulo à partir du 7 décembre 2024, à raison de trois fréquences hebdomadaires. Les vols seront programmés au départ de Casablanca les lundi, jeudi et samedi à 16H40 (heure locale) pour une arrivée à Sao Paulo à 22H20 (heure locale). Les vols retour quitteront Sao Paulo les mardi, vendredi et dimanche à 00H20 (heure locale) pour un atterrissage à Casablanca à 13H15. Ces vols directs seront opérés en Boeing 787 Dreamliner. "Nous sommes très heureux de reprendre la route aérienne directe Casablanca-Sao Paulo suspendue depuis la crise sanitaire. Elle s'inscrit dans le cadre de notre plan de développement et permettra de renforcer notre réseau sur le long courrier et surtout de marquer notre retour



Un retour bienvenu...

sur le continent de l'Amérique Latine. Cette ligne facilitera le déplacement des touristes et hommes d'affaires des deux continents, tout en répondant aux attentes de touristes européens désireux de programmer des voyages combinés en Afrique et en Amérique Latine», a expliqué le président de la RAM Hamid Addou. La relance de cette ligne aérienne répond à la demande croissante des hommes d'affaires et des touristes des deux côtés de l'Atlantique. Elle s'inscrit aussi dans le cadre de la mobilisation de la compagnie nationale pour accompagner les grands chantiers du Royaume en préparation de la coupe du monde de football en 2030 qui sera organisé par le Maroc, l'Espagne et le Portugal. Les Brésiliens, grands amateurs de football, pourront ainsi se déplacer facilement entre Sao Paulo et les trois pays organisateurs via le hub de Casablanca.

Gaspillage alimentaire

La riche trouvaille des élus RNI

Un groupe de conseillers du RNI à la deuxième Chambre a présenté une proposition de loi inédite consistant à pénaliser le gaspillage alimentaire. Sans préciser le type de sanction. Une prison sans nourriture pour les gaspilleurs aurait de la gueule... Pour étayer leur riche idée garantie zéro déchets, ils ont donné des chiffres sur l'étendue du phénomène au Maroc: plus de 4 millions de tonnes de nourriture jetée durant l'année 2022. Selon les auteurs de cette trouvaille qui leur ont inspiré des données chiffrées parues dans un rapport du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sur l'indice du gaspillage alimentaire, leur projet « vise à compenser l'absence de plan pour traiter ce problème et à changer les habitudes des Marocains ». D'après le rapport, ces derniers ont jeté plus de 4,2 tonnes de déchets alimentaires en 2022, en hausse d'environ une tonne par rapport à 2021. Ce qui représente en terme de nourriture quelque 133 kg par habitant en 2022. L'enquête onusienne indique que «le gaspillage alimentaire engendre des pertes considérables pour l'économie marocaine quand beaucoup de pays ne parviennent pas à assurer leur sécurité alimentaire, en raison de la succession d'années de sécheresse et l'aggravation de la rareté de l'eau». Le projet de loi recommande de transformer les denrées alimentaires non consommées en produits comestibles. Selon le projet de loi, la responsabilité du consommateur ordinaire est très limitée en comparaison avec celle des producteurs, fabricants, restaurants, hôtels, traiteurs et vendeurs de produits alimentaires. Les trois parlementaires estiment que la nourriture non vendue et propre à la consommation humaine doit être offerte, transformée pour la consommation animale ou utilisée comme source d'énergie et d'engrais. Voilà des élus studieux qui ne gaspillent pas leur temps!





Côté **BASSE-COUR**



Aid El Kebir Entre finalité symbolique et traditions sociales

C'est une tradition qui regorge de symboles et une obligation pour chaque croyant qui peut se le permettre. Si les détracteurs de l'Aïd El Kebir (fête du sacrifice) sont nombreux, cette pratique représente pour les musulmans un engagement absolu envers Dieu ainsi qu'une occasion de faire la charité, car une part significative de la viande des animaux abattus est destinée aux nécessiteux, qui n'ont pas les moyens d'acheter un bélier.

Dans la tradition, le sacrifice de l'Aïd al-Adha commémore un épisode du Coran dans lequel Dieu ordonne au prophète Ibrahim (Abraham dans la tradition biblique) de sacrifier son fils Ismaël. Pour les musulmans, cet ordre est le test de foi ultime d'obéissance envers Dieu et s'achève lorsque l'ange Gabriel substitue un agneau à Ismaël au dernier moment. Ce geste de soumission totale au Tout-Puissant est commémoré chaque année lors de cette célébration. Le Prophète (que la paix soit



S.M le roi Mohammed VI procédant au rituel du sacrifice.

sur lui) a lui-même perpétué cette tradition en accomplissant le sacrifice lors de l'Aïd al-Adha. Cependant en plus d'égorger un mouton pour sa famille, il en égorga un deuxième pour les gens de sa communauté qui étaient dans le besoin.

« Une fois que la bête est abattue, vous pourrez vous nourrir de sa chair et en distribuer aux nécessiteux discrets et aux pauvres mendiants.

C'est dans ce but que Nous vous avons assujetti ces animaux. Peut-être en serez-

vous reconnaissants. » (22;36)

Le Prophète de l'islam accomplissait un deuxième sacrifice au nom de sa Oumma, ce qui souligne le principe fondamental de la fraternité qui s'exprime au-delà des frontières sociales et nationales. Le Prophète a dit : "Quiconque a fait revivre ma tradition c'est comme s'il m'avait fait revivre moi-même et quiconque m'a fait revivre sera avec moi au Paradis," (Tirmidhi)

Le sens profond du sacrifice va donc bien au-delà d'une obligation religieuse, c'est avant tout une activité spirituelle qui permet de se rapprocher de Dieu. C'est une chance précieuse de démontrer l'engagement du musulman son amour envers Lui, tout en exprimant gratitude et reconnaissance pour les bienfaits qu'Il accorde aux Hommes. Mais dans le contexte social marocain, la philosophie de ce rituel ibrahimien est-elle vraiment respectée ? La finalité de cette célébration symbolique n'a-t-elle pas été dévoyée par des us et coutumes aux antipodes de l'esprit religieux?

SPORTECH SUMMIT

BY



2nd Edition

WHERE TECH MEETS SPORTS

Six startups innovantes révélées lors du Sportech Summit by MDJS intégreront un programme d'accélération soutenu par la MDJS afin de lever des fonds auprès du pool d'investisseurs d'Accelab

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



MSE MADAËF

GRUPE CDG



ACCELAB

PARTENAIRES OFFICIELS

PARTENAIRE MEDIA

ORGANISATEUR



Côté **BASSE-COUR**



Drame

Une candidate au bac se suicide

Le premier jour des examens du baccalauréat au Maroc a été marqué par un drame qui a secoué le pays, le suicide à Safi d'une candidate le lundi 10 juin. Celle-ci a attenté à ses jours après avoir été surprise en flagrant délit de triche à une épreuve d'arabe. En proie à un immense désespoir, elle quitte précipitamment le centre d'examen pour se jeter du haut de la falaise Amouni, près de la corniche safiote. Avant de passer à l'acte, la jeune fille a laissé un message vocal aux membres de sa famille dans lequel elle s'excusait. « Pardonnez-moi tous et priez pour ma miséricorde », a-t-elle lâché, la voix nouée par une vive émotion.

« Ils m'ont expulsée de l'examen, à cause d'un cas de tricherie, et m'ont dit que je ne pourrais pas passer l'examen dans aucune autre matière. Je ne serai plus en vie », a-t-elle ajouté. Une bien triste séquence. Fallait-il la laisser sortir de la classe alors qu'elle était dans un tel état de détresse psychologique? La question se pose...

Schengen

Les visas non accordés coûtent très cher aux Marocains !



Seuls les visas accordés doivent en principe être payés...

1 36.367 demandes de visa Schengen déposées par des citoyens marocains ont été rejetées en 2023, soit 8,3% de tous les visas refusés au niveau du continent, indique le site Schengen News, qui explique que les demandes rejetées ont coûté 10,9 millions d'euros aux Marocains. Cette somme conséquente, qui doit être restituée ça correspondant à un service non rendu, représente 19,3% des frais engendrés par les refus de demandes de visa en Afrique. En 2023, les ressortissants africains ont perdu pas moins de 56,3 millions d'euros en frais de visa non accordé.

D'après le site, le Maroc est en tête des pays qui ont présenté le plus de demandes de visa en 2023 et est également le premier en termes de visa refusé. Avec 13,3 millions d'euros, l'Algérie arrive en tête des pays ayant dépensé le plus d'argent dans les demandes de visa rejetées.

Compétition d'idées dans le tourisme

Les étudiants de l'ISITT prennent le lead



La joie des étudiants de l'ISITT après le verdict du jury.

Là où ils passent et concourent, au Maroc ou à l'étranger, les étudiants de l'Institut international de Tanger (ISITT) montent sur la plus haute marche du podium. Portés par leur désir du challenge et de l'innovation dans le domaine passionnant des voyages, ils n'ont pas dérogé à la règle puisqu'ils ont remporté la deuxième édition du Middle East & Africa Future Leaders Cross Challenge (FLC) qui s'est déroulée les 9 et 10 juin à Tanger. Une compétition d'idées, qui a connu la participation de 52 étudiants issus de 12 établissements d'enseignement touristique, dédiée à l'innovation créatrice d'emplois dans le secteur hôtelier et des loisirs. Les vainqueurs du tournoi ont gagné leur ticket pour la grande finale prévue à Dubaï en 2025.

Liste des établissements participant à la compétition Futur leader challenge

- 1-Universiapolis Université Internationale d'Agadir (Ecole Supérieure de Tourisme et Technologie Hôtelière)
- 2-ESLSCA : Business School Rabat- Campus Rabat
- 3- Ecole Supérieure de Technologie Essaouira
- 4-Université Internationale de Casablanca
- 5-Université Privée de Marrakech
- 6-Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Marrakech
- 7-EiGHT Hospitality Business School Tunis
- 8-UM6P School of Hospitality Business & Management SHBM
- 9-Ecole Hôtelière de Casablanca
- 10- Institut Supérieur International de Tourisme de Tanger
- 11-Le Centre d'excellence Tourism & Hospitality de l'université Cadi Ayyad
- 12 Université Mohamed V Rabat





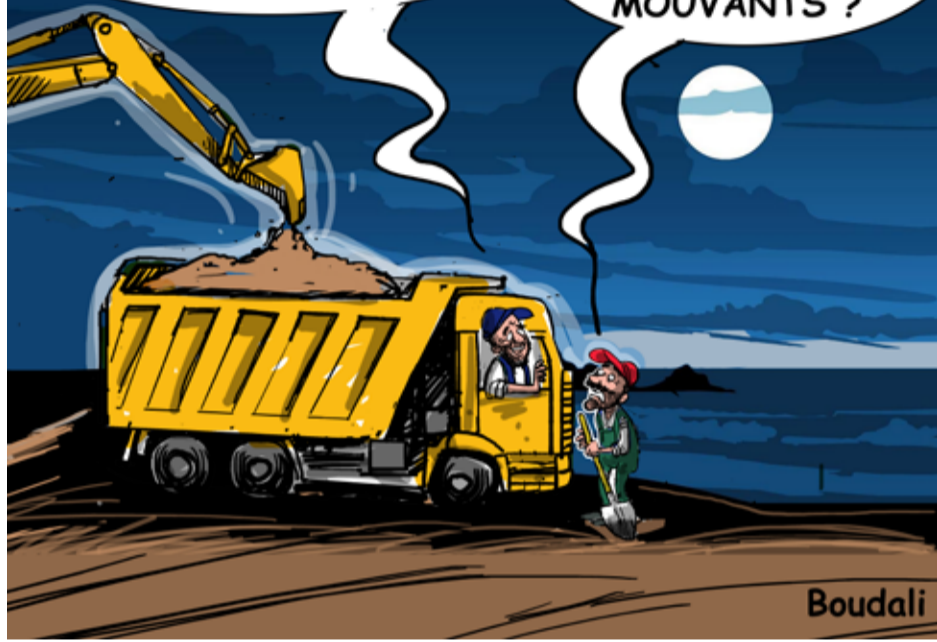
Côté **BASSE-COUR**



**SELON UN RAPPORT DU CESE, LA MOITIÉ
DU SABLE UTILISÉ AU MAROC EST VOLÉ**

UNE RÉCENTE
ENQUÊTE A DÉNONCÉ
NOTRE TRAFIC...

AUPRÈS DE
L'INTERNATIONALE
DES SABLES
MOUVANTS ?



Boudali

Enseignement supérieur

L'UM6P s'implante au Canada

Après la France, Paris précisément, où elle ouvre une antenne en janvier 2024, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) part à la conquête du Canada où elle compte s'implanter avant la fin de l'année. Objectif : pour s'ouvrir sur l'environnement nord-américain tout en répondant aux attentes éducatives

au Maroc pour continuer à cultiver l'excellence qui lui est déjà reconnue. C'est le meilleur moyen pour attirer aussi de jeunes chercheurs dans des domaines pointus, nécessaire à l'installation d'un écosystème entrepreneurial dynamique à l'échelle nationale et africaine. Le continent est justement au cœur des priorités



de la diaspora marocaine qui aspire à un cursus universitaire de prestige porteur d'un label marocain. En développant ainsi son réseau international, l'UM6P vise à établir des ponts avec les Marocains du monde dans un cadre d'échange mutuel. Au-delà de sa mission académique de premier ordre, l'université aspire aussi à être un réceptacle de compétences marocaines dont elle a besoin

stratégiques de l'UM6P qui envisage l'ouverture prochaine d'une Digital Farming School à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, dans le secteur de l'Agri Tech. Ce projet novateur, dont l'installation est prévue dans la Technopole de la capitale ivoirienne, s'appuie sur une ferme digitale. L'objectif étant de promouvoir l'éducation et l'innovation agricole en Afrique subsaharienne.

Résultats 2023 de la CIMR

Une progression remarquable



Hassan Boulaknadal, président de la CIMR.

Réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le jeudi 6 juin 2024 sous la présidence du président Hassan Boulaknadal, les adhérents de la CIMR ont approuvé les résultats financiers de l'exercice 2023 ainsi que les résultats du Bilan Actuariel. Tous les indicateurs sont au vert et confirment la pérennité du régime. Les provisions techniques s'apprécient de 9,6%, à 84 milliards de DH en valeur comptable. Pour sa part, l'excédent d'exploitation ressort à 7 386 millions de dirhams contre 4 047 lors de l'exercice précédent. L'année 2023 a été marquée par l'entrée de 11 005 nouveaux adhérents, répartis en 10 463 adhérents individuels, et 542 entreprises adhérentes au profit de 5483 affiliés. Par ailleurs, le nombre des affiliés à la CIMR a évolué de 4,76%, atteignant un effectif global de 750 450, répartis entre actifs cotisants, au nombre de 430 265 et ayants droit, au nombre de 320 185. En 2023, le total des personnes ayant bénéficié d'une prestation de la part de la CIMR a atteint un effectif de 203 848. A fin 2023, les produits nets du patrimoine ont atteint la valeur de 3 847 millions de dirhams contre 1 066 millions de dirhams en 2022, enregistrant une augmentation de 260,8%. Le portefeuille CIMR est estimé, au 31 décembre 2023 à 91 758 millions de dirhams en valeur de marché.

OPÉRATION TRANSIT

PARTIS EN PATERA,
REVENU EN VOITURÉ

'C'EST ÇA LE
DÉVELOPPEMENT



Boudali



Le Maigret du CANARD



Football

Les enfants gâtés de Regragui

La spirale des désillusions prendra peut-être fin lors de la CAN 2025 qui se joue au Maroc. Pourvu que Walid Regragui tourne définitivement la page glorieuse du mondial qatari et que l'on arrête de trop chouchouter les joueurs...

LAILA LAMRANI

L'événement, ce n'était pas la prestation très moyenne des Lions de l'Atlas face à la Zambie vendredi 7 juin au Grand Stade d'Agadir lors des qualifications pour la Coupe du monde 2026. Ce n'était pas non plus leur victoire très étriquée (2-1) au vu du potentiel de l'équipe mais le coup de sang sur le banc de touche de Hakim Ziyech et de Youssef En-nesry immortalisé par les caméras après leur changement par Walid Regragui. Un comportement pour le moins déplacé, qui a choqué plus d'un, que le coach a tenté de minimiser en conférence de presse de fin de match : « Tous les grands joueurs s'énervent lorsqu'ils sont remplacés », a-t-il lancé, ajoutant que cela ne lui pose pas de problème dès lors que le respect mutuel (entre les joueurs et l'entraîneur) est de mise. C'est moi qui prends les décisions. On avait besoin d'un sang neuf. J'assume d'avoir aligné Ziyech au début, mais quand il fallait le changer, je n'ai pas hésité », a-t-il ajouté, soulignant que « le plus important reste l'équipe nationale (...), le respect du public et du football ». Non, les grands joueurs n'agissent pas de la sorte en laissant exploser leur colère... Ils acceptent d'être remplacés sans rien laisser transparaître qui puisse heurter les supporters et alimenter la polémique. En fait, le coup de sang Ziyech et de son coéquipier dit autre chose, un malaise au sein de l'équipe

nationale depuis l'arrivée de nouveaux jeunes joueurs, notamment le milieu offensif du Real Madrid Brahim Diaz. Ce dernier est devenu la nouvelle star qui semble avoir supplanté le joueur de Galatasaray dans le cœur du public marocain et même de l'entraîneur suite à son travail de rajeunissement du groupe pour y insuffler une nouvelle dynamique. Crise de jalousie quand tu nous tiens ! Un conflit dont les médias et les réseaux sociaux se sont fait largement l'écho et que l'entraîneur a jugé sans fondement. Face à ces rumeurs qui ont du vrai, Walid Regragui s'est exprimé en conférence de presse à la veille du match amical contre la Mauritanie (score 0-0) qui n'a pas rassuré sur la performance du Onze national : « Les rumeurs sur le conflit entre Diaz et Ziyech sont fausses. Ziyech est un vrai leader et le capitaine de l'équipe. Il a accueilli Diaz et l'a aidé à s'intégrer dans l'équipe. Les grands joueurs aiment se trouver sur le terrain avec d'autres talents », a-t-il expliqué dans une tentative d'apaisement.

Tourner la page...

Le coach s'est ensuite attardé sur l'importance de l'arrivée des nouveaux renforts et le rôle joué par l'épopée lors du mondial qatari de 2022 pour convaincre ces jeunes talents : « Certains nous demandent de ne plus revenir sur l'exploit de la Coupe du monde 2022. On le fera quand même, car la demi-finale du Mondial au Qatar nous a permis de décrocher les services de plusieurs bi-nationaux. Notre projet est la Coupe d'Afrique qui sera jouée au Maroc, puis la qualification au prochain Mondial. Ces joueurs sont appelés à aider leur pays pour qu'il puisse remporter un titre. Les familles nous aident beaucoup, car elles aiment leur pays. À nous de fournir les conditions nécessaires à ces joueurs. » Mais de quelles conditions parle Walid Regragui ? Pour toutes leurs rencontres en amical ou pas, les Lions de l'Atlas bénéficient de prestations de haute facture sur tous les plans (séjour, transport, restauration...) à faire pâlir d'envie leurs adversaires du continent



Le sectionneur national doit laisser les sentiments de côté pour former une équipe soudée et combative.

qui n'ont pas la chance de bénéficier de tant d'égards. Bien au contraire... Et c'est derrière cet excès de confort qu'il convient peut-être de chercher les raisons de leur contre-performance sur le terrain de jeu. En rajouter dans les commodités peut devenir parfois un handicap. Un joueur trop chouchouté alors qu'il n'a encore rien montré est-il objectivement placé dans un état d'esprit optimal pour donner le meilleur de lui-même ? Il faut dire aussi que certains médias contribuent à cette idéalisation des joueurs trop célébrés comme s'ils étaient de grandes stars avant même qu'ils ne fassent leurs preuves sur le terrain... C'est ainsi que Ziyech et ses amis vivent sur un nuage. Ils n'ont pas besoin de mouiller véritablement le maillot pour montrer ce qu'ils ont dans les pieds. Ils sont déjà considérés comme des héros dans la presse et traités comme des rois à chacun de leur déplacement. Il ne faut pas confondre le sport et le tourisme. Est-ce un hasard si le palmarès africain des Lions de l'Atlas se limite à une seule coupe remportée en 1976 ? « Le Maroc

doit gagner plusieurs fois le trophée compte tenu de l'étendue des moyens mobilisés par la fédération », explique un ancien joueur qui a dit sa grosse frustration par rapport à l'élimination du Maroc de la CAN 2023 dès les huitièmes de finale après sa défaite face à l'Afrique du Sud (2-0). Pour les demi-finalistes du mondial du Qatar qui ont fait un excellent parcours en battant de grandes équipes européennes, cette contre-performance interroge... La spirale des désillusions prendra peut-être fin lors de la CAN 2025 qui se joue au Maroc. Pourvu que Walid Regragui tourne définitivement la page glorieuse du mondial qatari et met de côté les sentiments dans le choix des joueurs. C'est ainsi que l'avenir se construit. Dans l'exigence et la fermeté. Une défaite à domicile ne serait pas « normale » comme l'a dit récemment le joueur Soufiane Rahimi. Ce serait très mauvais pour l'image du foot national, un coup trop dur pour le moral du public et même pour la fierté nationale. Croisons les doigts ou plutôt les orateils. ■



Le Maigret du CANARD



Flambée des prix du mouton

Mohamed Sadiki Le bouc-émissaire

Face aux signes de l'essoufflement du modèle agricole national sur fond d'une flambée inhabituelle des prix des viandes et des légumes, certains sont tentés aujourd'hui de faire porter au ministre de tutelle le chapeau de ces turpitudes. Qu'en est-il réellement ?

LAILA LAMRANI

Un dicton bien de chez nous dit à propos de quelque chose d'anormalement cher qu'il a fait des cornes. Cette année, c'est le mouton himself qui assène des coups de cornes violents à ceux qui l'approchent au vu de ses tarifs stratosphériques. Un tour dans les marchés de bétail des différentes régions montre que ces derniers ont crû de 25 à 30% par rapport à ceux de l'année dernière. Il faut accepter de se délester d'au moins 5.000 DH pour s'offrir un bélier correct qui coûtait lors de la période des vaches grasses entre 2.000 et 2.500 DH. Une inflation record ! Du jamais vu.

Les citoyens lambda, ceux des quartiers populaires où la tradition du sacrifice reste de rigueur, en sont à la fois choqués et inquiets. Avec un tel niveau ce prix, ce sont les pauvres ménages qui sont sacrifiés en concédant sous la pression sociale des sacrifices très saignants. Confrontées à la vie (de plus en plus) chère qui a érodé leur pouvoir d'achat au-delà du raisonnable, bien des familles sont en incapacité financière de se payer la bête convoitée.

Disons le tout de go, le dossier ovin dégage des relents très peu ragoûtants. L'importation de quelque 600.000 béliers d'Europe, notamment de l'Espagne voisine, de Roumanie et de Pologne, avec à la clé une subvention publique de 500 DH par tête, n'a pas curieusement contribué à atténuer les prix en les rendant à la portée du



Un ministre qui n'a pas non plus la tâche facile...

grand nombre. Scandale... A quoi rime alors ce soutien de l'État s'il ne juggle pas la poussée de fièvre sur les prix en les stabilisant ? Sert-il seulement à engraisser les copains figurant sur la short list des heureux importateurs établie par l'ONICL comme semblent le dénoncer sur les réseaux sociaux des observateurs avisés de la chose moutonnaire ? Un soupçon troublant qui pèse fortement sur cette opération coûteuse pour les finances publiques...

Défaillances

Et si ce renchérissement se maintient malgré ce sacrifice financier conséquent c'est qu'il y a aussi maldonne quelque part, résidant dans la tentation de certains importateurs-spéculateurs de garder leur troupeau pour l'après-aid afin de le vendre plus cher que s'ils l'avaient écoulé pour les besoins du rite du sacrifice (c'est connu, les cérémonies de mariage qui battent leur plein pendant l'été est une machine à engloûtir du méchoui de mouton). On n'est pas loin de l'enrichissement indu qui soulève bien des questions y compris celle d'une nouvelle spirale haussière des viandes rouges après la fête du sacrifice provoquée par l'abattage de l'essentiel du cheptel local et d'importation. Le bouc-émissaire de cette situation pour le moins paradoxale est tout trouvé :

le ministre de l'Agriculture, la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, Mohamed Sadiki. Selon certaines sources bien informées, ce dernier est dans le viseur de Aziz Akhannouch, décidé à le virer du gouvernement, à l'occasion du prochain remaniement.

Après en avoir fait son successeur à la tête de ce département stratégique, le boss aurait-il perdu confiance dans son homme-lige ? Ce dernier aurait-il fait des choses vaches qui l'ont énervé ou serait-il devenu un fardeau qui plombe le bilan gouvernemental ? On ne badine pas avec la pitance quotidienne de la population constituée principalement du fameux tagine qui, au rythme où vont les choses agricoles, deviendra bientôt un plat de luxe. La popularité d'un gouvernement en dépend grandement.

Il est vrai, que Mohamed doit sa carrière politique, son entrée au gouvernement et même sa députation (élu dans son fief natal à Berkane lors des dernières législatives) à son mentor qui cherche aujourd'hui à le sacrifier sur l'autel de considérations liées certainement à la descente aux enfers de l'agriculture nationale. Mais faut-il pendre Mohamed Sadiki et lui mettre sur le dos les défaillances du secteur agricole ? Cet agronome, généticien de formation, bardé de diplômes est un bon technicien. Travailleur et discret, il monte en grade en devenant en 2013 secrétaire général du ministère

que son patron dirigeait depuis 2007 avant qu'il n'en prenne le contrôle en 2021 dans le gouvernement dirigé par son prédécesseur.

Alors que le secteur agricole et le cheptel montrent les signes d'une crise inquiétante sur fond d'une flambée inhabituelle des prix des viandes et des légumes, certains sont tentés aujourd'hui de lui faire porter le chapeau de ces turpitudes qui, pour les connaisseurs, trouvent leur origine dans les choix du Plan Maroc Vert (PMV) lancé en 2008. « Contrairement au discours officiel, le stress hydrique n'a été que le révélateur des dysfonctionnements de PMV dont certaines cultures tournées à l'export et dont la superficie a connu un accroissement important ont siphonné les ressources en eau du pays », estime un expert.

Il ajoute : « Les milieux qui cherchent à jeter Mohamed Sadiki en pâture sont de mauvaise foi car ceux qui le connaissent décrivent un excellent exécutant, qui ne déplace pas un cageot de pommes sans se référer à l'avis de ses chefs ». Une posture de prudence que le député de Berkane observe encore comme ministre, à en croire un cacique du RNI.

Dans cette affaire de flambée des viandes et des produits de la terre, il y a quelque chose de plus profond que le dérèglement climatique et le renchérissement des aliments pour bétail dégainés comme arguments dans le discours officiel, croit savoir un vieux routier de l'agriculture.

Celui-ci invite les décideurs du secteur à se défaire de leurs petits calculs politiques tout en allant au-delà du défi climatique pour analyser en profondeur la forte destruction de l'emploi rural [206.000 postes entre le premier trimestre 2023 et le même période en 2024, NDLR].

« Cette hémorragie souligne un grave problème d'attractivité du Maroc des campagnes aux yeux de la jeunesse rurale », indique-t-il, ajoutant « qu'à l'ère des réseaux sociaux qui favorisent les comparaisons négatives avec les autres, les jeunes paysans aspirent bien plus qu'à succéder à leurs parents dans des tâches champêtres sous-payées. »

Un changement profond semble se dessiner, qui met le travail de la terre à rude épreuve. La politique du bouc-émissaire ou de l'autruche ne sera d'aucune utilité. Bien au contraire... ▶



Le Maigret du CANARD



ABDELLAH CHANKOU

C'est le même rituel qui se répète depuis l'époque de Jacques Chirac sur les plateaux télé de France à chaque poussée de l'extrême droite : diabolisation de ce courant politique, le Rassemblement national (RN) en l'occurrence, et appel à la formation d'un « front républicain » pour lui barrer la route. L'avancée spectaculaire réalisée par ce parti lors des élections européennes de dimanche 7 juin a fait pousser les mêmes cris d'orfraie de la Macronie à la gauche en passant par la gauche...

Mais que reste-il objectivement de ce front républicain qui n'a fait en vérité que retarder sa prise de pouvoir inexorable, inscrite dans la réalité politique française ? Tôt ou tard, la digue, malgré le colmatage des brèches, finit par céder sous la pression de la puissance du courant.

Vue du Maroc, cette diabolisation à outrance de lex-F par les partis traditionnels et les commentateurs politiques qui leur sont acquis, alors même qu'il a fait sa mue et gagne en popularité pendant que ses adversaires perdent en crédibilité, est un brin troublante. Pour un pays qui se vante d'être le parangon de l'exercice démocratique, cette attitude ne laisse pas d'étonner. Le Royaume n'a-t-il pas connu l'arrivée aux affaires de sa tendance politique extrême, le PJD en l'occurrence ? Arrivés démocratiquement au pouvoir par les urnes avant d'en être chassés tout aussi démocratiquement une décennie plus tard, les islamistes, usés par l'exercice du pouvoir, ont subi un vote-sanction sévère en 2021.

Produits d'une réalité franco-française, Marine Le Pen, Bardella et leurs amis comprendront, une fois aux manettes, qu'on ne gère pas un pays avec « ya qu' faut qu'on ». Ils réaliseront, le moment venu, que l'immigration, principal fonds de commerce qui leur a permis d'être une machine à égrener les votes, est un facteur de croissance d'une économie et que vouloir la stopper en chassant les migrant c'est condamner le pays à la paralysie économique et aggraver le déclinisme de la France. Une journée de grève de la main-d'œuvre étrangère, qualifiée ou pas, mettrait le



Jordan Bardella, président du Rassemblement national.

Le RN de Bardella à deux doigts du pouvoir en France

ÇA VA BARDER...

Score exceptionnel aux élections européennes, dissolution de l'Assemblée nationale, les astres sont alignés pour que l'extrême droite s'installe aux affaires...

pays à l'arrêt dans pans entiers de son économie, a fortiori prétendre s'en passer au risque d'isoler le pays en accentuant ses problèmes de compétitivité. Cette leçon de réalisme politique a été administrée par la présidente du Conseil italienne Gorgia Melonie, la présidente du Conseil italienne, qui était la première leader d'extrême droite en Europe à prendre le pouvoir en 2022.

Coup de poker

La cheffe post-faciste, confrontée à la réalité du pouvoir et ses multiples contraintes, fait plutôt une politique consensuelle, au grand soulagement de ses partenaires européens, qui redoutaient le pire... Et puis, les Français ne sont pas

dupes, ils préfèrent essayer l'original qu'est l'extrême-droite plutôt que de garder la copie incarnée par la macronie au pouvoir. Au cours de ces dernières années, celle-ci, dont les choix ultralibéraux ont provoqué bien des dégâts dans la France des travailleurs, a fait clairement le jeu du Rassemblement national sur plusieurs dossiers dont le dernier en date est le projet de loi immigration tricotée à l'idéologie de l'extrême-droite. En poussant les siens à voter ce texte en décembre dernier, Emmanuel Macron, handicapé par une absence de majorité à l'Assemblée nationale qui l'a contraint à abuser du 49/3, a offert au RN une victoire politique inestimable. Une assemblée nationale aujourd'hui dissoute par un président qui tente un

« coup de poker » dans l'espoir de se voir offrir une majorité confortable que les électeurs lui ont refusée en 2022 en agitant la peur de l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. Nombre d'observateurs politiques locaux jugent que le champion du jupitérisme ne pense qu'à son destin personnel au détriment de l'intérêt de la France. Avec son « pari fou », les élections anticipées convoquées pour le 30 juin et le 7 juillet, soit en plein JO, risquent au mieux de déboucher sur une cohabitation avec l'extrême-droite et tourner au pis à la victoire écrasante de cette dernière. Dans l'une ou l'autre configuration, un boulevard leur serait ouvert en 2027 vers l'Elysée. On dit merci qui? ▀

Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

Le marché du mouton

Les perdants et les gagnants

Nous sommes à quelques jours de la célébration de la fête de « aid al adha » devant intervenir comme il a été annoncé le lundi 17 juin. Les préparatifs vont bon train et les soucis des familles modestes s'accumulent face à la montée vertigineuse du prix du mouton et de tout ce qui va avec. Bien que le sacrifice du mouton ne constitue pas une obligation religieuse, les familles ont pris l'habitude de le faire à l'exception des 13 % des ménages qui y renoncent selon une note récente du HCP. On s'efforce donc par tous les moyens à acquérir cette bête quitte à recourir au crédit à des taux usuraires, ou à vendre les bijoux de famille ou un lot de terrain. Un véritable calvaire en fait.

Comme le malheur des uns fait le bonheur des autres, ce sont les spéculateurs et les intermédiaires de tous bords qui tirent leur épingle du jeu en saisissant l'occasion pour s'enrichir sur la détresse des pauvres. Les informations qui circulent et s'échangent sur les réseaux sociaux et sur les colonnes de la presse nationale, voire les déclarations émanant des intéressés eux-mêmes, suscitent inquiétude et indignation.

Tout d'abord, le gouvernement nous a induit, encore une fois, en erreur. Alors qu'il n'a pas cessé de claironner à maintes reprises que le marché du mouton est bien approvisionné en recourant à un langage rassurant, il s'est avéré que ce n'est pas le cas dans la mesure où l'offre locale n'est pas suffisante pour satisfaire la demande

estimée à plus de 6 Millions de têtes. Ce qui a amené le gouvernement à accorder des licences d'importation à certains intermédiaires, moyennant une prime de 500 DH par tête et une suppression des droits de douane et de la TVA. Une telle mesure consistant à « engraisser » les importateurs au lieu d'accorder une aide directe aux ménages nécessiteux est injuste et injustifiée. Quant aux prix en vigueur, ils nous laissent franchement

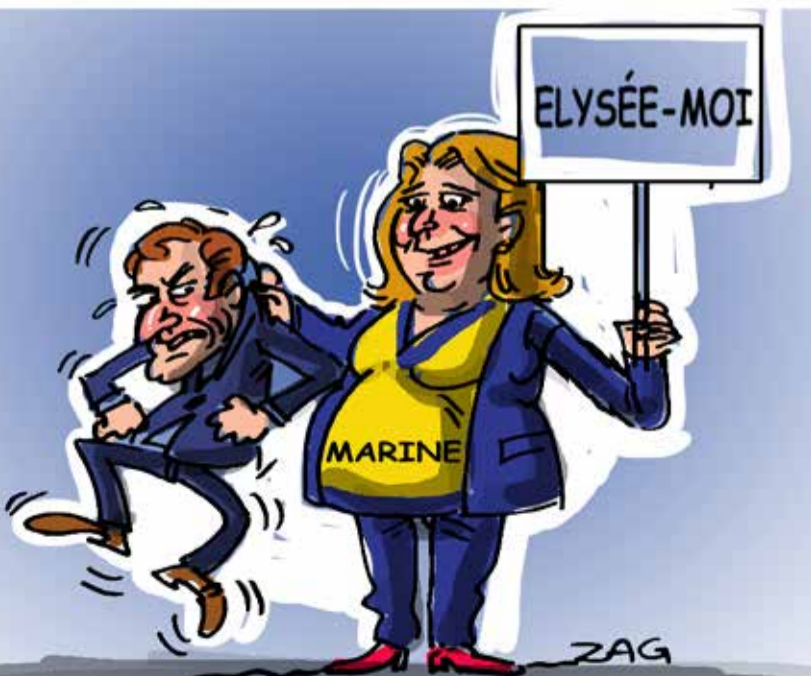
pantois. Contrairement aux années précédentes, où un ménage modeste pouvait se permettre une brebis de 700 à 1000 DH, il faut compter cette année au minimum 3000 DH pour la même carcasse. Le prix courant se situe entre 4000 et 6000 DH. Ceux qui sont à la recherche des folies des grandeurs, une toute minorité bien sûr, vont jusqu'à déboursier 10000 DH et plus. Qui aurait cru, il y a quelques années, qu'on allait recourir au marché international pour se procurer les moutons de l'Aïd, un secteur dans lequel notre pays assurait largement son autosuffisance. Si les années de sécheresse ont eu un impact négatif sur le cheptel et la production agricole en général, force est de reconnaître que la politique agricole suivie au cours des dernières années n'a pas beaucoup servi la paysannerie, notamment en matière d'élevage. Historiquement, l'élevage a été une pratique paysanne par excellence à tel point que sa répartition était beaucoup moins inégalitaire que celle de la terre comme l'ont montré les différents recensements agricoles. Dans ces conditions, l'élevage jouait un rôle d'amortisseur des inégalités en procurant au paysan un revenu monétaire lui permettant de couvrir un certain nombre d'achats et, qui plus est, de faire face aux aléas de la sécheresse. Ainsi, à chaque occasion de l'aïd, les paysans éleveurs bénéficiaient de transferts monétaires consistants qui viendraient renforcer

la monétarisation du monde rural et doper la demande locale.

Mais cette résistance de la paysannerie a des limites au point qu'actuellement la situation a changé de fond en comble. Abandonnée à son sort, ne pouvant plus assurer l'alimentation de son modeste troupeau à cause du renchérissement des fourrages et autres aliments de bétail, elle se trouve acculée à s'en débarrasser à vil prix au profit des intermédiaires et des gros éleveurs qui disposent de moyens suffisants et ont un accès facile au crédit et aux subventions publiques. Il n'est pas exclu dans de telles conditions que le paysan pauvre, non seulement n'élève plus de cheptel, mais se trouve obligé de recourir à l'achat du mouton au même titre que les citadins.

Il s'agit d'une transformation sociale profonde du monde rural marqué par la prolétarianisation progressive de la paysannerie et sa paupérisation. En fin de compte, l'argent déboursé pour l'acquisition du mouton, qu'on pourrait estimer à environ 16 milliards DH, ne profite pas au monde rural et ne constitue pas un moyen de dynamisation de l'activité économique, comme ce fut le cas auparavant, mais plutôt une simple rente pour les intermédiaires et les grossistes spéculateurs. Non seulement, nous sommes en train de payer les frais des choix faillits, mais d'hypothéquer l'indépendance de notre pays dans un domaine sensible dans lequel on disposait d'atouts réels et d'un savoir-faire incontestable. Nous avons la chance d'avoir une paysannerie profondément enracinée dans l'histoire, une paysannerie laborieuse qui dispose d'une dextérité et d'une expertise sans égal qu'il faudrait valoriser. Avec un minimum de moyens, cette paysannerie serait en mesure de créer des merveilles et devenir le fer de lance d'un développement agricole autocentré et orienté vers la sécurité alimentaire de notre pays. Il est grand temps de rectifier le tir et se fixer comme seul objectif notre souveraineté alimentaire et l'amélioration du niveau de vie de la population et en premier lieu de la paysannerie laborieuse. On ne peut pas imaginer toutes les souffrances physiques et psychiques que ressentent les masses populaires, et une bonne partie des classes moyennes pour acquérir le mouton de l'Aïd. C'est un sacrifice incommensurable qui grève lourdement leur pouvoir d'achat pour aujourd'hui et les mois à venir. NB : cet article reprend notre chronique de l'année dernière en l'actualisant. ▀

FRANCE : L'EXTRÊME DROITE S'APPROCHE DU POUVOIR...





Bec et ONGLES



Hakim Ziyech, Lion de l'Atlas

"On ne vire pas Ziyech du match"



Une équipe du Canard a interrogé Hakim Ziyech juste après son coup de sang lors du match contre la Zambie qui a fait le tour des réseaux sociaux après son remplacement par le sélectionneur national.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Vous avez créé du buzz avec votre coup de sang sur le banc de touche après la décision de Regragui de vous remplacer lors du match contre la Zambie ...

N'est pas Hakim Ziyech qui veut. Je fais sensation et crée l'événement que je sois sur le terrain ou en dehors du terrain. C'est la marque des footballeurs de génie. Je suis sûr que mon coup de la chaussure frappée rageusement contre le sol va faire des émules parmi les grands noms du ballon rond.

Mais votre geste a choqué le public qui y a vu une marque d'irrespect envers le coach et l'esprit de groupe...

J'en suis conscient mais le Regragui n'aurait pas dû me virer du terrain comme un petit joueur qui vient à peine de démarrer sa carrière en sélection nationale. Surtout que j'ai marqué le premier but sur penalty.

Aurait-il oublié des suppliques pour que je revienne en sélection nationale après ma brouille avec le coach bosniaque ?

Il ne faut plus qu'il répète son geste pour le moins disgracieux à mon égard. Sinon, je peux encore aller plus loin dans la colère. Et quand je m'énerve, je deviens incontrôlable.

C'est une menace ?

Qu'il prenne ce que je dis comme il veut. Il ne faut pas qu'on me pousse vers la sortie de cette manière très peu élégante. On ne se débarrasse pas ainsi des piliers des Lions de

l'Atlas qui ont fait sa réputation et sa gloire. Il ne faut pas que Regragui oublie les artisans de l'épopée du mondial du Qatar.

C'est votre jalousie par rapport à Brahim Diaz qui vous fait réagir ainsi ?

Depuis que Brahim Diaz est devenu un Lions de l'Atlas, j'ai senti que ma cote a beaucoup baissé. Même le public qui ne jurait que par mon nom ne m'aime plus comme avant. C'est de l'anti-jeu.

Si le coach a jugé bon de vous faire quitter le match c'est qu'il a estimé que vous n'avez pas été aussi performant qu'il l'espérait...

Ce n'est pas vrai. Même quand je suis mauvais, je reste bon par rapport à la prestation générale de l'équipe. Je suis un artiste du ballon rond qui fonctionne à l'humeur. Quand je suis inspiré, je fais des merveilles sur le terrain et je marque des buts fantastiques.

A part le statut de demi-finaliste lors du mondial qatari, le Maroc n'a encore rien gagné avec les Lions de l'Atlas. Est-ce normal ?

Non, ce n'est pas normal mais la CAN 2025 qui se joue au Maroc sera marocaine. Mais il ne faut pas que le Regragui me tacle par derrière.

Gastronomie **La bonne cuisine**

est celle qui donne des satisfactions gustatives, olfactives et spirituelles

DR. SALAH CHAKOR

La bonne cuisine, c'est la vraie cuisine, c'est celle qui, dans son élaboration, on marie goût, sensation et présentation, qui ne se sacrifie pas à la facilité ni au luxe dans les présentations ; celle que l'on fait avec de bons produits et qui a pour finalité la satisfaction gustative et spirituelle des consommateurs. Il est donc important à cet effet de tenir compte de certains principes :

- faire une cuisine de conception simple,
- choisir, avec rigueur, les produits, le matériel et l'aménagement de la table,
- être minutieux dans l'exécution et la préparation des mets en respectant les recettes originales et en tenant compte de l'équilibre alimentaire (besoins de l'organisme en fonction de l'âge, de l'activité... etc)
- ne pas oublier qu'un bon repas doit être un beau et un beau repas doit être un bon également. Car dans le domaine de la gastronomie, le beau c'est le bon. Et donc, l'art culinaire doit être vrai, sans maquillage ni falsification ; en cuisine la vérité c'est la vérité. La cuisine doit être vraie parce qu'elle est l'expression d'une éthique issue des profondeurs de notre civilisation.



C'est un art de vivre humain, une pratique qui, autour d'une table, permet d'améliorer et de conserver les rapports entre les membres d'une famille, d'un groupe d'amis, de collègues....etc. La cuisine est un ensemble, un tout, une entêté, sans oublier que toute préparation destinée à nourrir l'être humain peut être et doit être de la cuisine. La gastronomie est une expression artistique qui implique une relation avec la pensée dont elle s'inspire de la même manière que la musique, la peinture, le tapis, et un art populaire quelconque. Si l'on dit que le peintre dispose de sept couleurs, le musicien de sept sons, le cuisinier lui aussi dispose de sept saveurs; c'est dire que l'art de la cuisine ne réside pas uniquement dans la confection des plats employant des produits de luxe (truffe, foie gras homard,.....etc) ; toutefois, une simple purée de pommes de terre faite dans les règles de l'art doit être de la vraie cuisine. Enfin, la cuisine est une culture qui fait partie intégrante de notre vie quotidienne, c'est le principal moyen de réparation de l'organisme, et c'est la bonne cuisine qui fait le maintien de la santé en bon état . C'est aussi l'un des principaux témoins de la civilisation et des traditions d'une nation. Alors, sauvagardons notre cuisine, par la création d'un conservatoire national de la gastronomie, à l'instar des pays des grandes de renommée culinaire.



Can'Art et CULTURE



Culture et voyages

Ibn Battouta à l'honneur à Tanger

La Société d'aménagement pour la reconversion de la zone portuaire de Tanger (SAPT) a organisé, en collaboration avec la Fondation Abdelhadi Tazi, vendredi 7 juin, la deuxième édition « Rencontre internationale Ibn Battouta pour la tolérance et le rapprochement des peuples au Palais des Arts et de la Culture de Tanger

Cet événement, faisant partie du Projet de Reconversion de la zone portuaire de Tanger Ville et du programme de revalorisation du Patrimoine Historique et Culturel de la Médina de Tanger 2020-2024.

A cette occasion, un parterre d'experts marocains et étrangers se sont succédé à la tribune pour projeter la lumière sur les multiples facettes de ce grand voyageur devant l'éternel. Ce marocain natif de Tanger, dont le nom a été réhabilité grâce à un beau musée consacré à sa mémoire érigé par la SAPT au cœur du site historique Borj En-Naâm à la Kasbah, n'arrête pas de fasciner les chercheurs. «L'importante bibliographie d'Ibn Battouta montre à quel point ce grand voyageur et explorateur exceptionnel a inspiré et continue d'inspirer et de susciter l'intérêt d'un grand nombre d'écrivains, historiens et universitaires marocains et étrangers, notamment sur sa vie et ses voyages », a indiqué dans son mot introductif le directeur général de la SAPT Ouanaya, tout



Un personnage hors du commun qui continue à inspirer...

en faisant part de son souhait de poursuivre cet élan à « bâtir des ponts entre les différentes cultures ».

Professeur de langues et de la littérature arabe à l'Université de Turin en Italie et auteur du livre «Le voyage d'Ibn Battouta», Claudia M. Tresso a fait une excellente communication sur les traits distinctifs et les faits d'arme de cette personnalité extraordinaire dont les périple aux quatre coins du monde (de 1325 à 1354) totalisant plusieurs milliers de kilomètres continuent à susciter l'admiration. A travers Il Ibn Battouta l'explorateur qui nous a légué un grand livre sur ses pérégrinations extraordinaires traduit dans plusieurs langues

pointe un personnage de valeur prônant la tolérance, respectueux des cultures des autres et précurseur du vivre ensemble. En somme, un personnalité éminemment inspirante en ces temps troubles et incertains marquées par diverses formes d'intolérance et de comportements discriminatoires et bellicistes. ▶

Cinéma "Sahari Slem Wesaa" de Moulay Taieb Bouhanana en avant-première

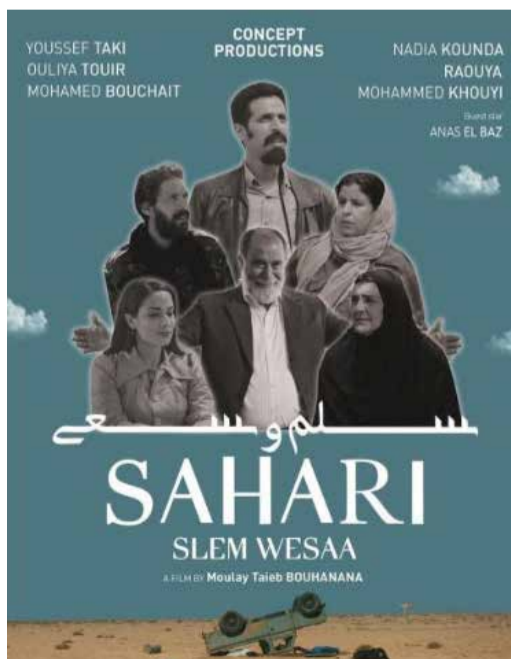
Le long métrage "Sahari Slem Wesaa" de Moulay Taieb Bouhanana, qui sort officiellement dans les salles le 19 juin, a été projeté, lundi soir en avant-première au Palais des congrès de Laâyoune, en présence d'acteurs et personnalités de divers horizons. Ce film de 119 minutes, dont la trame se déroule entre les années 70 et 90 du siècle dernier, relate l'histoire de Hammad, Salka et Ammar, trois frères originaires des provinces du Sud du Royaume, qui ont décidé, après la Marche verte, de rompre les liens pour que chacun mène seul sa propre vie.

Les trois frères pensaient que leur séparation ne durerait que quelques jours ou quelques semaines, jusqu'à ce qu'ils se retrouvent au cœur d'un conflit de longue durée. Cependant, la nostalgie les poussera à affronter toutes les difficultés dans l'espoir de se réunir à nouveau. Après quelques années de séparation, les chemins des trois frères vont bientôt se croiser à nouveau, après que leur mère soit tombée malade, car Hammad a décidé de faire tout ce qui était en son pouvoir pour retrouver ses deux frères au péril de sa vie et réunir à nouveau la famille.

En marge de la projection, le producteur et réalisateur Moulay Taieb Bouhanana a indiqué que le processus de production de ce long métrage, qui a été projeté en présence de toutes les actrices et acteurs du film, est le fruit d'un travail de longue haleine, afin de peaufiner les différents détails du film.

M. Bouhanana a également évoqué la bonne ambiance de tournage du film, à la faveur de l'esprit de coopération qui prévaut entre tous les acteurs, que ce soit aux plans artistique ou d'interprétation.

Il a aussi fait savoir que l'histoire de ce film a été vécue par plusieurs familles issues des provinces du Sud dans les années 70 du siècle dernier.



L'affiche du film.

De son côté, l'acteur Mohamed Bouchait qui a interprété le rôle de "Amar", s'est dit très honoré de prendre part à ce film qui a constitué, pour lui, une expérience enrichissante aussi bien sur le plan humain que professionnel, se félicitant de la projection en avant-première du film à

Laâyoune où se déroule une grande partie du tournage du film. "Sahari Slem Wesaa", qui est le premier long métrage de Moulay Taieb Bouhanana, a réuni un casting d'importants acteurs, notamment Fatima Harrandi "Raouia", Mohamed Khouyi, Anas El Baz et Nadia Kounda, ainsi que des acteurs locaux, en l'occurrence Youssef Taki, Oulaya Touir, Mohamed Bouchait. Ce premier long métrage du réalisateur et producteur, Moulay Taieb Bouhanana a notamment remporté plusieurs Prix nationaux et internationaux, à savoir le Prix du meilleur film arabe à la 39^{ème} édition du Festival du film méditerranéens d'Alexandrie (Égypte 2023), le Prix du meilleur film complet (Grand Prix) à la 5^{ème} édition du Festival international Cinemana à Musandam (Sultanat d'Oman 2024).

Il s'agit également du Prix du meilleur scénario à la 15^{ème} édition du Festival international du Film de Jaipur (Inde 2023) et du Prix du meilleur décor dans le même Festival, ainsi que le Prix du jury à la 11^{ème} édition du Festival international du Film de Dakhla (Maroc 2023).

Le producteur et réalisateur Moulay Taieb Bouhanana s'est spécialisé dans les films institutionnels avant de se consacrer au cinéma. Il a également occupé le poste de directeur de la production de la télévision régionale de Laâyoune entre 2010 et 2014.

En outre, il a écrit, produit et réalisé deux court-métrages "Le livre de la vie" en 2010 et "Wassit" en 2015. Un artiste multi-talent.



Le MIGRATEUR



Génocide palestinien

Un Guantanamo-rt chez les sionistes

Selon plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme, ce centre de détention illégal se trouverait à Sdé Teiman, à 30 kilomètres de Gaza au milieu du désert du Néguev.

CHAIMAE EL OMARI

Des prisonniers pieds et poings liés, les yeux bandés, pendant des jours et des jours. Certains sont obligés de rester à genoux, quotidiennement, de 7 heures du matin à 11 heures du soir. Des conditions d'incarcération inhumaines avec des opérations chirurgicales sans anesthésie. Des morts dans des circonstances obscures. Existe-t-il un « Guantanamo » sioniste ?

Selon plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme, ce centre de détention illégal se trouverait à Sdé Teiman, à 30 kilomètres de Gaza au milieu du désert du Néguev. Dans un reportage diffusé il y a quelques jours sur France Culture, un médecin qui a travaillé sur place témoigne anonymement de cette situation barbare. Appelé brièvement par l'armée pour pratiquer une opération chirurgicale, ce chirurgien a passé environ une heure à Sde Teiman. Confirmant plusieurs autres sources, il décrit une base séparée en deux zones - un centre de détention et un hôpital de campagne -, où les prisonniers sont littéralement déshumanisés.



Les détenus palestiniens subissent les pires tortures physiques et psychologiques...

«Je souhaite que l'on ferme Sde Teiman, les détenus ne sont pas traités comme des êtres humains, explique le soignant au micro du reporter de Radio France. Il y a entre 15 et 20 détenus. Les patients n'ont pas de nom. Ils sont tous attachés de la même façon, ils ont les yeux bandés, ils sont nus, ils portent des couches. C'est de la torture physique et psychologique.»

Ce témoignage fait écho à d'autres de la même eau, qui avaient notamment été relayés dans un reportage de CNN paru en avril dernier. À l'époque, les sources du média américain décrivaient déjà des "détenus attachés à leur lit, portant des couches et nourris à la paille" dans la partie du camp transformée en hôpital rudimentaire.

Le reportage faisait état aussi du fait que "les médecins amputent parfois les membres des prisonniers en raison des blessures causées par les menottes portées constamment" ou encore que l'air de Sde Teiman "est empli de l'odeur des plaies négligées en train de pourrir". Des scènes d'hor-

reur qui en disent long sur les pratiques sauvages du régime sioniste que le monde entier, très choqué a pu voir en direct lors des bombardements indiscriminés d'innocents, femmes, enfants, bébés, jeunes et vieillards.

Comme le montrent plusieurs photos prises sur place, les prisonniers sont en effet soumis à des mauvais traitements quotidiens et à des conditions de captivité inhumaines, les yeux bandés en permanence et entassés dans des espaces réduits.

Exactions

«On nous a dit qu'ils n'avaient pas le droit de bouger, ajoute l'une des sources de CNN. Ils doivent s'asseoir bien droit, ils n'ont pas le droit de parler, ni de jeter un coup d'œil sous leur bandeau. Les gardiens ont pour instruction de crier 'Taisez-vous !' en arabe, de choisir les personnes qui posent problème et de les punir.» D'après un infirmier ayant travaillé sur place, et également cité par CNN, l'objectif de l'armée d'occupation

israélienne est clairement de briser physiquement et psychologiquement ces détenus en «les dépouillant de tout ce qui peut les faire ressembler à des êtres humains». Une méthode dénoncée depuis plusieurs mois déjà par l'association Physicians for Human Rights - Israel (PHRI, médecins pour les droits de l'homme en VF), fondée par des médecins israéliens.

Si l'ONG a longtemps comparé les exactions commises à Sde Teiman avec celles qui avaient été commises par l'armée américaine à Guantanamo, pas sûr que l'analogie soit toujours d'actualité. « Guantanamo, en 20 ans, 20 personnes ont perdu la vie, mais là en 6 mois, on parle de 40 morts, indique Naji Abbas, porte-parole de PHRI, cité par France Culture.

C'est peut-être pire que Guantanamo. Personne n'a d'informations sur ce qu'il se passe au quotidien là-bas. Ce que l'armée israélienne fait, c'est ce qu'on appelle une politique de disparition forcée. »

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Le MIGRATEUR



Politique israélienne

Benny Gantz lâche le criminel de guerre de Tel Aviv

Le ministre du Cabinet de guerre (génocidaire) israélien Benny Gantz a démissionné, dimanche 9 juin dans la soirée, du gouvernement d'union dirigé par le criminel de guerre Benyamin Netanyahu.

CHAIMAE EL OMARI

Lors d'une conférence de presse tenue à Tel Aviv, le démissionnaire a appelé Netanyahu à organiser des élections anticipées « dans les plus brefs délais. » « Ne laissez pas notre nation se déchirer », a-t-il lancé. « Hélas, Netanyahu nous empêche de parvenir à une véritable victoire », a déclaré Gantz, ajoutant : « Pour garantir une véritable victoire, il convient qu'à l'automne, un an après la catastrophe, nous organisions des élections qui permettront de mettre en place un gouvernement qui gagnera la confiance du peuple et sera en mesure de relever les défis ».

Le ministre démissionnaire a appelé le ministre de la Défense Yoav Gallant à démissionner du gouvernement de Netanyahu.

« Monsieur le ministre de la défense, vous êtes un leader courageux et déterminé, et surtout un patriote. En ce moment, le leadership et le courage ne consistent pas seulement à dire ce qui est juste, mais aussi à faire ce qui est juste », a déclaré Gantz.

Ministre sans portefeuille dans le cadre d'un gouvernement élargi après le 7 octobre et l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël, M. Gantz, chef du parti de l'Union nationale (centre), avait lancé le 18 mai un ultimatum à M. Netanyahu.

Il exigeait l'adoption par le cabinet de guerre d'un « plan



Gantz se pose en alternative au criminel de guerre de Tel Aviv...

d'action» sur la question de l'après-guerre dans la bande de Gaza, faute de quoi il se verrait « contraint de démissionner du gouvernement », fixant le 8 juin comme date butoir. Samedi soir, Benjamin Netanyahu le sanguinaire, qui veut s'accrocher au pouvoir, l'avait exhorté à ne pas démissionner, au nom de « l'unité ». Avec le départ de M. Gantz, Benyamin Nétanyahou se

trouve dans une position délicate, abandonné par ce centriste et sous la pression de ses alliés d'extrême droite qui ont menacé de quitter le gouvernement en cas d'accord avec le Hamas.

Favori pour former une coalition en cas d'élections anticipées, M. Gantz a perdu ces dernières semaines de précieux points dans les sondages d'opinion. ▀

Elections européennes L'extrême droite française réalise la progression la plus spectaculaire

La secousse est trop forte même si elle n'ébranle pas toute l'Union européenne. Comme en France où le Rassemblement National (RN) est sorti grand vainqueur des élections européennes de dimanche 9 juin avec près de 32 % des voix.

CHAIMAE EL OMARI

La performance électorale du RNI a conduit le président de la république française Emmanuel Macron à annoncer immédiatement après la diffusion des résultats la dissolution de l'Assemblée nationale, provoquant un choc immense dans le pays. Et pour cause. Les résultats de ce scrutin constituent un désaveu électoral pour la camp présidentiel dont la liste conduite par Valérie Hayer, soutenue par Renaissance, le parti d'Emmanuel Macron, mais aussi le MoDem de François Bayrou et Horizons d'Édouard Philippe, termine très loin derrière le Rassemblement national, dont le triomphe avait été prédit par les sondages, qui n'a jamais été en si bonne position pour gouverner la France. Excepté la France où la poussée du RN a les allures d'un



Les dirigeants du RN esquisant le geste de la victoire.

grand plébiscite politique, l'extrême droite est ressortie en nette progression dans plusieurs États membres. Les deux groupes de la droite radicale devraient renforcer leur présence dans l'hémicycle à Strasbourg : ECR (Conservateurs et réformistes européens), qui comprend les Fratelli d'Italia, Vox en Espagne ou encore Reconquête en France, et ID (Identité et démocratie) où siègent le RN français et la Lega italienne notamment. « Les partis d'extrême droite ont mené des campagnes très nationales, mais tous ont capitalisé sur les thèmes de l'immigration et du pouvoir d'achat, analyse Sophia Russack, chercheuse au Centre for European Policy Stu-

dies à Bruxelles. Ils sont plus ou moins eurosceptiques, cependant plus aucun d'entre eux ne demande clairement que leur pays sorte de l'Union européenne ».

Avec une moisson de 28 % des voix, le parti Fratelli d'Italia de la Première ministre italienne Giorgia Meloni a réalisé une belle avancée. Les observateurs considèrent qu'elle s'est adjugée le rôle de faiseur de roi au Parlement européen. En Allemagne, l'AFD est arrivée en deuxième position à l'issue du scrutin de dimanche, devant le SPD du chancelier social-démocrate Olaf Scholz. Un symbole fort, même si le parti d'extrême droite fait nettement moins bien que ce qu'il était en mesure d'espérer en début d'année. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders est lui aussi arrivé en deuxième position, derrière l'alliance de la

gauche et des écologistes. C'est une contre-performance par rapport aux législatives de l'automne dernier, où il était arrivé en tête. Avec près de 18% des voix, le PVV est toutefois assuré d'envoyer un nombre d'eurodéputés sans précédent au groupe ID du Parlement de Strasbourg (7 selon les estimations). En Autriche, le FPÖ arrive très nettement en tête, avec plus de 27 % des voix. Membre du groupe ID, il pourrait compter 6 eurodéputés. Ce résultat est d'autant plus significatif que les Autrichiens éliront un nouveau gouvernement à l'automne lors d'un scrutin législatif. ▀



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



11 ans et déjà hyper-surdoué

Yusuf Shah, un garçon de 11 ans habitant à Leeds (Angleterre), a récemment obtenu un score de 162 à un test de quotidien intellectuel (QI). Avec ce résultat, l'enfant se place devant deux des plus grands génies du XXe siècle, le physicien américain Albert Einstein et l'astrophysicien britannique Stephen Hawking qui avaient un QI de 160. Il s'agit par ailleurs du score le plus élevé qu'il est possible d'obtenir pour une personne de moins de 18 ans, explique The Independent. Ce sont les camarades de classe du jeune Britannique qui l'ont incité à passer un test de QI. « Tout le monde à l'école pense que je suis très intelligent et j'ai toujours voulu savoir si je faisais partie des 2 % des personnes qui ont ce résultat quand elles passent le test » a-t-il expliqué à nos confrères britanniques de Metro. Même s'il n'est âgé que de 11 ans, Yusuf Shah a déjà une idée claire sur son futur parcours. Ce passionné de sudokus et de Rubik's Cube souhaite étudier les mathématiques à Cambridge ou Oxford, les deux universités les plus prestigieuses du pays. En attendant, le garçon a déjà été invité à rejoindre Mensa, l'organisation réunissant les personnes ayant un QI très élevé. Pour sa famille, ce résultat extraordinaire représente une fierté. Cependant, sa mère souhaite éviter l'excès de confiance. « Je lui dis toujours : "Ton père est toujours plus intelligent que toi. Même si tu as du talent, tu ne dois pas méner ta peine, il faut travailler" » a-t-elle expliqué. Son petit frère, Khalid, 8 ans, pourrait lui aussi passer le test prochainement.

Un village à vendre pour 260.000 €

Salto de Castro, un village du nord-ouest de l'Espagne, est mis en vente. Le prix demandé est de 260.000 euros, selon la BBC. En dépensant cette somme, l'acheteur pourra profiter de 44 logements, un hôtel, une église, une école, une piscine municipale, et d'une caserne utilisée autrefois par la garde civile. Situé dans la province de Zamora, proche de la frontière avec le Portugal, Salto de Castro est à trois heures de route de Madrid. Le village a été construit dans les années 1950 par la société de production d'électricité Iberdufabeto pour loger les familles des ouvriers qui ont conçu la centrale hydraulique. Mais, à partir des années 1980, le village s'est vidé de ses habitants. Le propriétaire qui met en vente le village l'a acheté au début des années 2000. Il comptait le transformer en lieu touristique, au moyen d'un complexe hôtelier. Mais en raison de la situation économique, le projet n'a jamais abouti. L'octogénaire assure que, en étant citadin, il est incapable « d'assurer l'entretien » des bâtiments. Le village avait déjà été mis en vente pour 6,5 millions d'euros. Mais personne n'a voulu mettre ce prix, et certains bâtiments vandalisés ont fait baisser le tarif. Pour l'instant, Royal Invest, la société représentant le propriétaire, a reçu des demandes de renseignements de 300 personnes venant de Russie, de France, de Belgique et du Royaume-Uni. Selon les estimations, il faudrait déboursier 2 millions d'euros pour que le village soit de nouveau vivable.

Les animaux détestent-ils les journalistes ?

Quelques jours après qu'un journaliste, qui faisait état d'une hausse des vols dans la capitale chilienne, s'est fait voler son oreillette par un perroquet voilà qu'un éléphant perturbe un journaliste en plein reportage. En reportage dans un orphelinat pour éléphants, Alvin Kaunda, un journaliste kényan, a été quelque peu dérangé par un des pachydermes, rapporte le Courrier international. Un éléphant s'est approché du reporter et a commencé à le chatouiller avec sa trompe. Alors que l'animal pose sa trompe sur l'oreille du journaliste, ce dernier reste de marbre, continuant à réciter son texte face à la caméra. Aucune réaction non plus quand le bébé éléphant place sa trompe sur la tête de celui-ci. Mais quand celle-ci descend sur son visage, Alvin Kaunda ne peut se retenir d'éclater de rire. La séquence a rapidement fait le tour du Web et cumule une dizaine de millions de vues.



Rigolard



* **Devant sa banque**, un trader gare sa Porsche flambant neuve, histoire de frimer devant ses collègues.

Au moment où il commence à sortir de sa voiture, un camion arrive à toute allure et passe si près qu'il arrache la portière de la Porsche puis disparaît aussi vite.

Le trader se rue sur son portable et appelle la police. Cinq minutes après, les flics sont là. Avant même qu'un des policiers n'ait pu poser la moindre question, le trader commence à hurler :

- Ma Porsche turbo est foutue. Quoi que fassent les carrossiers, ce ne sera plus jamais la même! Elle est foutue, elle est foutue !

Quand il semble avoir enfin fini sa crise, le policier hoche la tête avec dégoût et lui dit :

- C'est absolument incroyable à quel point, vous autres banquiers, vous êtes matérialistes ! Vous êtes si concentrés sur vos biens que vous ne pensez à rien d'autre dans la vie.

- Comment pouvez-vous dire une chose pareille à un moment pareil ? sanglote alors le propriétaire de la Porsche.

Le policier répond :

- Vous n'avez même pas conscience que votre avant-bras gauche a été arraché quand le camion vous a heurté.

Le banquier regarde son bras avec horreur et hurle :

- Nooooooooooooooooon, ma Rolex !

* **Un père rentre** à la maison avec un énorme paquet de bonbons et dit à ses enfants :

- Celui qui obéit toujours à maman, qui ne lui répond jamais, qui fait gentiment tout ce qu'elle demande, aura ce gros paquet de bonbons. C'est pour qui ?

Et les quatre enfants répondent en chœur :

- Pour toi, papa !

* **Lassés des petites querelles** entre la France et les États-Unis, François Hollande et Barack Obama décident de régler leur différends en faisant une course de vélo.

Et surprise : C'est Hollande qui gagne !

Le soir même, Fox News, la très patriotique télé américaine, annonce les résultats comme suit :

« Les USA arrachent une spectaculaire deuxième place. La France se classe avant-dernière. »

* **Deux prêtres catholiques** discutent en marchant dans un jardin.

- Crois-tu que nous verrons un jour le mariage des prêtres ? demande l'un.

L'autre de lui répondre :

- Nous non, mais nos enfants, sûrement !

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma